

PRÉSIDENTIELLE

# Pourquoi Bouteflika tarde à annoncer sa candidature

**L'élection présidentielle, située par Zerhouni entre la dernière semaine de mars et le 9 avril prochain, est désormais à brève échéance. Le président Bouteflika, potentiellement candidat à sa propre succession, ne semble toujours pas estimer opportun de faire acte solennel et officiel d'inscription pour la compétition électorale. De quoi cette attitude participerait-elle ?**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Il est vrai que la presse a cru savoir que le président Bouteflika a recouru aux mandataires pour le retrait des formulaires nécessaires à la validation de sa candidature. Et que ces derniers se sont acquittés de la tâche qui leur est confiée, au courant de la semaine écoulée. Il n'en demeure que cela ne vaut pas acte solennel et annonce officielle de candidature.

D'autant que le président a pour habitude, comme en 1999 comme en 2004, de surdimensionner, par le big show et le fast, l'annonce de sa plongée dans les joutes électorales. Il n'est pas dit qu'il ne récidivera pas cette fois-ci. La question qui demeure sur toutes les lèvres

est quand se décidera-t-il à réunir l'assemblée de ses thuriféraires pour discourir en qualité de postulant pour un troisième mandat de suite ? Certains se sont risqués à éventer l'enceinte qui devrait abriter cette grande cérémonie d'annonce de candidature : la Coupole du complexe Mohamed-Boudiaf. Mais, sur la date, personne ne s'est avancé. Exception faite, bien entendu, de ces vagues et imprécises péroraisons qui situent la formalisation de sa candidature au courant du mois de février. Soit, mais février, c'est déjà relativement tard pour l'expression d'une intention.

D'aucuns avaient mis cette tergiversation sur le compte d'une stratégie qui consisterait à retar-



Photo : Samir Sid

Abdelaziz Bouteflika.

der au maximum l'annonce de la candidature pour voir affluer le maximum de lièvres et de poids si possible.

La justification tenait valablement la route, tant que les personnalités nationales et les leaders partisans ne s'étaient pas encore

déterminés par rapport à l'échéance électorale. C'était, admettons-le, de bonne guerre, quoique, après l'amendement constitutionnel du 12 novembre dernier, la ruse devenait inutile. Il était, en effet, quasi-certain que ni Hamrouche, ni Benbitour, ni Ghazali, ni Saïd Sadi ni d'autres personnalités n'allaient accepter de faire figure d'élément de décor dans une élection qui allait inéluctablement reconduire le président Bouteflika dans sa fonction de premier magistrat du pays.

D'ailleurs, ces personnalités, l'une après l'autre, se sont déclarées non concernées par le scrutin présidentiel. En raison de la remise en cause, depuis novembre, du principe de l'alternance au pouvoir mais aussi pour cause de défiance vis-à-vis d'un pouvoir en place qui aura tout mobilisé pour se maintenir. Depuis notamment 2004, lorsqu'il a prononcé la fermeture de l'espace d'expression politique. Saïd Sadi, Benyelles et Benbitour

n'ont, au demeurant, pas lésiné sur le vocabulaire pour rosser le pouvoir de critiques les plus acerbes.

La défection étant à présent massive et dument signifiée, le président Bouteflika n'a donc logiquement pas de raison d'encore différer l'annonce de sa candidature. D'autant qu'il serait pour le moins déraisonnable de le supposer non partant. L'affairement dont fait preuve l'Alliance présidentielle, toute enthousiasmée par la proche perspective d'une reconduction pour un troisième mandat, constitue une preuve irréfragable du désir de Bouteflika à se représenter. D'où vient-il que Bouteflika prolonge son silence ? Une hésitation ? Impensable, à moins qu'il ne soit effrayé par le vide politique sidéral qu'il a réussi à produire, deux mandats électoraux après. Réalise-t-il, enfin, que sa reconduction en avril prochain sera, de toute manière, pire que son élection en 1999 ?

S. A. I.

## ALGÉRIE : UNION MONDIALE DE LA CONSERVATION DE LA NATURE

# La directrice du centre de coopération pour la Méditerranée à Boumerdès

**Des problèmes écologiques se posent avec acuité à notre pays. Des responsables de la société civile tissent des liens avec des organismes mondiaux spécialisés pour tirer profit des expériences des pays étrangers, occidentaux notamment. La protection des écosystèmes et le développement durable deviennent, en effet, une urgence pour le pays.**

C'est dans ce cadre que se situe la visite dans notre pays de la directrice du Centre de coopération pour la Méditerranée qui, rappelons-le, est un département de l'Union mondiale de la conservation de la nature (IUCN.) M<sup>me</sup> Margarita Astralaga, au lendemain de son arrivée en Algérie, a été l'hôte de l'association écologique de Boumerdès (AEB), que préside Ryad Bendaoud.

Avant sa venue à Boumerdès, M<sup>me</sup> Astralaga, qui était accompagnée par Rami

Salman et Pédro Régato, chefs de programmes, a été reçue par le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, Cherif Rahmani. Elle a également discuté avec le directeur général des forêts et visité le Jardin d'essais d'Alger et le lac de Réghaïa. A son arrivée au petit village de l'ex-Rocher noir où est implanté le siège de l'AEB, la directrice du CCM a exposé aux adhérents de cette association les grands thèmes de travail de l'organisme qu'elle dirige concernant la

protection de la biodiversité dans les pays du pourtour méditerranéen. Elle a aussi expliqué brièvement, au cours de cette rencontre conviviale, sa vision en matière de développement durable et de lutte contre la pauvreté. Il est questions par ailleurs, d'énergies renouvelables et des biocarburants. De son côté M. Salman a abordé le volet formation. Par la suite, la délégation s'est dirigée vers Zemmouri. La forêt du Sahel est l'exemple d'une perspective de développement durable, notamment dans le secteur de l'écotourisme. Il est d'autant plus vrai que des intentions d'investissements dans cette région balnéaire sont exprimées. Il y a effectivement une zone d'expansion touristique ZET de plu-

sieurs centaines d'hectares. Seulement, les écosystèmes et des sous-bois de cette forêt de 1 500 ha risquent de disparaître à cause de l'envahissement par le sable de l'immense plage qui fait plusieurs kilomètres de longueur. Donc l'AEB, qui est, rappelons-le, membre du Conseil de coopération pour la Méditerranée, au même titre que l'Etat algérien et le Mouvement écologique algérien (MEA), souhaite bénéficier de l'expérience du CCM et d'un financement pour élaborer et exécuter un programme de fixation de l'immense dune de sable et préserver la biodiversité de ce bois. A priori, la démarche a rencontré un écho favorable.

Abachi L.

## MADAME ASTRALAGA AU SOIR D'ALGÉRIE :

# «Les problèmes de pollution en Méditerranée sont assez graves »

**A son arrivée à Zemmouri, nous avons approché la directrice du CCM pour lui poser quelques questions portant sur les interventions de l'organisme qu'elle dirige dans notre pays et les inquiétudes soulevées au sujet de la pollution de la Grande Bleue.**

**Le Soir d'Algérie :** Des autorités et des ONG des pays méditerranéens ne cessent de tirer la sonnette d'alarme sur la gravité de la pollution de cette mer. Quelle est l'évaluation de votre organisation ?

**M<sup>me</sup> Astralaga :** C'est clair, le problème de la pollution autour de la Méditerranée est assez grave. Cependant tout le monde commence à prendre des mesures, parce que c'est d'abord un problème de santé publique. Il y a également la nécessité de la protection de la biodiversité et des ressources alimentaires en mer.

**Peut-on avoir un premier bilan de votre visite en Algérie ?**

C'est la première fois que nous visitons l'Algérie. Pour rappel, nous avons préparé un

programme sous-régional pour les pays maghrébins. Par la suite, nous élaborerons un programme national pour l'Algérie. Il concernera la protection de la biodiversité, le changement climatique, les énergies renouvelables, la déforestation et bien d'autres secteurs. Nous ferons appel au secteur privé pour l'impliquer dans la réalisation de ce programme.

**L'Algérie en tant qu'Etat vient d'adhérer au Conseil de coopération pour la Méditerranée. Quel est actuellement le niveau de coopération entre l'Algérie et votre organisation ?**

Pour nous, c'est la première visite officielle en Algérie depuis son adhésion. Cependant, nous avions eu des contacts avec le ministère de l'Environnement, la Direction des forêts, les ONG algériennes et les agences de coopération internationale installées dans votre pays.

Donc, nous avons discuté avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales. Pour la prochaine étape, à savoir la préparation d'un programme au profit de l'Algérie qui concerne le littoral et l'inté-

rieur du pays, nous avons identifié plusieurs priorités.

**Justement quels sont, selon vous, les problèmes écologiques spécifiques à l'Algérie ?**

Nous ne les avons pas encore identifiés avec précision. Mais les Algériens pensent que ces problèmes sont communs à tous les pays méditerranéens. Il y a évidemment la pollution, la destruction des écosystèmes, la déforestation, l'urbanisation. Bref, des fléaux similaires aux autres pays.

**Votre organisme mettra à exécution un programme en Algérie comment sera-t-il financé ?**

Il y a un cofinancement entre le CCM. Le ministre de l'Environnement a promis d'apporter sa contribution pour la réalisation de ce programme. Nous avons discuté également avec la coopération espagnole et française pour des contributions.

Nous avons sollicité, à cet effet, des agences de coopération internationales.

**Propos recueillis par A. L.**

## La vocation de l'Union mondiale de la conservation de la nature (UICN) et du Conseil de coopération pour la Méditerranée

L'Union mondiale pour la nature (UICN) est une organisation autonome mixte réunissant des Etats et des ONG. Elle a été fondée en 1948 et regroupe 82 pays, 111 agences gouvernementales et 836 ONG.

Plus de 10 000 experts venant de 141 pays collaborent pour des problèmes de développement et environnementaux. Lors de l'assemblée générale tenue en 1994 à Buenos Aires, la nécessité de la création d'un conseil de la coopération pour les pays méditerranéens CCM s'est fait ressentir.

Soutenu par les institutions privées et officielles ibériques, ce conseil a vu le jour en 2001. 23 pays riverains de la Méditerranée et 160 agences gouvernementales et ONG font partie de cette organisation régionale qui s'occupe du développement et de l'environnement. C'est l'Espagne, avec 43 adhésions, qui est le plus représenté. Le pays de M<sup>me</sup> Astralaga est suivi, en termes d'adhésions, par la France qui compte 41 membres.

L'Etat algérien, l'Association écologique de Boumerdès et le Mouvement écologique algérien sont membres de ce conseil. L'objectif du CCM, qui concerne un littoral de 46 000 km et où résident environ 40% des populations des pays riverains, est «d'influencer, d'encourager et d'aider les sociétés méditerranéennes pour qu'elles parviennent à concilier la conservation des ressources naturelles avec leur utilisation durable et à mettre en place un modèle de développement durable».

Les deux priorités du CCM sont la conservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles. Précisément, les statistiques indiquent que 60 raffineries et 100 centrales thermiques déversent leurs rejets en mer.

A cela s'ajoutent l'accroissement démographique (1,3%), le flux touristique évalué annuellement à 100 individus et 200 000 traversées de navires par an, d'où les risques majeurs encourus par la flore méditerranéenne (25 000 espèces) et la faune marine (900 espèces).

A. L.

Sources uicnmed.org